

ECOGENE**Livret A . « La rémunération va redevenir attractive »**

La rémunération du Livret A va passer, au 1er août, de 1,25 % à 1,75%. Pour la ministre de l'Économie Christine Lagarde, il s'agit « d'une bonne nouvelle ». Qu'en est-il vraiment ?

«À 1,75 %, la rémunération du Livret A redevient attractive», estime Cyril Blesson, le directeur de la recherche économique de la société de conseils Seeds Finance. «L'inflation devrait rester stable durant les prochains mois», ajoute-t-il. Or, «avec une inflation à 1,5 % et un Livret A à 1,75%, les épargnants vont gagner 0,25 %. Cela n'est pas beaucoup, mais ils vont arrêter de perdre de l'argent, alors que l'inflation était redevenue supérieure à la rémunération de l'épargne», explique l'économiste Philippe Crevel. Ce dernier estime que cette hausse ne changera pas les grands équilibres de l'épargne: «Les gens sont prudents et

maintiennent un taux d'épargne élevé. De plus, cette augmentation accompagnera le comportement des épargnants : après avoir dépensé pour les vacances et les soldes, ils commencent généralement à remettre de l'argent de côté en prévision des fêtes de fin d'année». Pour Cyril Blesson, le passage de 1,25 à 1,75 % du taux du Livret A aura, tout de même, quelques conséquences sur les autres placements. «Les comptes à terme et les OPCVM seront un peu pénalisés. L'assurance-vie connaîtra, dans un second temps, un léger coup de frein», prédit-il. Une fiscalisation du Livret A peu probable Philippe Crevel concède aussi que les livrets fiscalisés, type livret de banque, seront sans doute touchés. «L'assurance-vie aussi, même s'il est difficile d'établir un lien entre les deux produits, qui ont des finalités différentes» estime-t-il. Le coup de rabot sur

les niches fiscales annoncé par le gouvernement va-t-il changer la donne pour le Livret A, qui est entièrement défiscalisé? Pour les deux experts, cela est peu probable. «D'un point de vue macro-économique, un ajustement de la fiscalité du Livret A pourrait se justifier. En effet, une épargne sans risque ne permet pas de financer l'investissement et l'innovation. D'un point de vue politique, il paraît difficile de toucher au Livret A», affirme Cyril Blesson.

Sébastien Bei